

## VI. DISPOSITIONS FINALES

### ARTICLE 29

#### Entrée en vigueur

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des mesures requises par sa législation pour la mise en œuvre de la présente convention. La présente convention entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications et ses dispositions seront applicables:

- a) au Canada :
  - i) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit, à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention, et
  - ii) à l'égard des autres impôts canadiens, pour toute année d'imposition commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention, ou après cette date;
- b) en Irlande:
  - i) à l'égard de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les gains en capital, pour toute année d'imposition commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention, ou après cette date, et
  - ii) à l'égard de l'impôt des sociétés, pour toute année financière commençant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention, ou après cette date.

2. La Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Irlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (appelée « Convention de 1966 » ci-après), signée à Ottawa le 23 novembre 1966, cesse d'avoir effet à l'entrée en vigueur de la présente convention conformément aux dispositions du paragraphe 1.

3. La Convention de 1966 est abrogée à compter de la date à laquelle elle aura effet pour la dernière fois conformément au paragraphe 2.